

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 23. Ten opzichte van de instellingen bedoeld in artikel 3 die beschikken over een beheerscontract bij inwerkingtreding van dit decreet, gelden de hoofdstukken II tot en met IV bij het aflopen van het lopende beheerscontract.

Art. 24. Ten opzichte van de instellingen bedoeld in artikel 3 die niet beschikken over een beheerscontract bij inwerkingtreding van dit decreet wordt het proces voor de uitwerking van een nieuw beheerscontract ingeleid binnen de drie maanden na inwerkingtreding van dit decreet.

Het beheerscontract dient getekend te zijn binnen het jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 25. De bepalingen van hoofdstuk V van dit decreet gelden voor de rechtspersonen bedoeld in artikel 4 onmiddellijk na de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 februari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 620 (2003-2004), nrs. 1 tot en met 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 11 februari 2004.

Bespreking - Stemming.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1023

[2004/200753]

11 MARS 2004. — Décret instituant le contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 25 avril 2002 instituant le contrôle des communications du Gouvernement est modifié comme suit :

"Décret relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications des membres du Gouvernement wallon".

Art. 2. Dans le même décret, il est inséré, avant l'article 1^{er}, le texte suivant :

"Chapitre I^{er}. — Dispositions générales".

Ce chapitre comporte les articles 1^{er} et 2 du même décret.

Art. 3. A l'article 1^{er} du même décret, il est ajouté un 3^o et un 4^o rédigés comme suit :

3^o la loi du 19 mai 1994 : la loi relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone;

4^o le président du bureau principal de la circonscription électorale : le président du bureau principal institué pour chaque circonscription électorale, tel que visé par l'article 26^{quater} de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles."

Art. 4. A l'article 2 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par le texte suivant :

"Il est institué une Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications des membres du Gouvernement wallon, ci-après dénommée "Commission de contrôle".

Art. 5. Dans le même décret, après l'article 2, il est inséré le texte suivant :

"Chapitre II. — Contrôle des dépenses électorales pour les élections du Conseil régional wallon

Art. 3. Lorsqu'ils font la demande d'un numéro de liste, les partis politiques déposent une déclaration écrite par laquelle ils s'engagent à :

1^o respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales;

2^o déclarer, dans les quarante-cinq jours qui suivent la date des élections, leurs dépenses électorales et l'origine des fonds qui y ont été affectés auprès du président du bureau principal de la circonscription électorale;

3° conserver, pendant deux ans à compter de la date des élections, les documents justificatifs relatifs aux dépenses électorales et à l'origine des fonds.

Pour autant que les dons soient mentionnés dans leur déclaration d'origine des fonds, ils s'engagent en outre à communiquer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus, à la Commission de contrôle dans les quarante-cinq jours qui suivent la date des élections.

La déclaration écrite, la déclaration des dépenses électorales et la déclaration d'origine des fonds sont établies sur des formulaires spéciaux et sont signées par les demandeurs.

Ces formulaires sont fournis par le Gouvernement wallon et publiés au *Moniteur belge*.

Les formulaires portant la déclaration des dépenses électorales et la déclaration d'origine des fonds, ainsi que le formulaire de communication des dons, visés à l'alinéa 2, sont mis à la disposition des partis politiques au plus tard au moment où ceux-ci demandent un numéro de liste.

Art. 4. Dans l'acte d'acceptation de leur candidature, les candidats tant titulaires que suppléants s'engagent à :

1° respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales;

2° déclarer, dans les quarante-cinq jours qui suivent la date des élections, leurs dépenses électorales et l'origine des fonds qui y ont été affectés auprès du président du bureau principal de la circonscription électorale;

3° conserver, pendant deux ans à compter de la date des élections, les documents justificatifs relatifs aux dépenses électorales et à l'origine des fonds.

Pour autant que les dons soient mentionnés dans leur déclaration d'origine des fonds, ils s'engagent en outre à communiquer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus, à la Commission de contrôle dans les quarante-cinq jours qui suivent la date des élections.

L'acte d'acceptation, la déclaration des dépenses et la déclaration d'origine des fonds sont établis sur des formulaires spéciaux et sont signés par les demandeurs.

Ces formulaires sont fournis par le Gouvernement wallon et publiés au *Moniteur belge*.

Les formulaires contenant les déclarations des dépenses électorales et la déclaration d'origine des fonds, ainsi que le formulaire de communication des dons, visés à l'alinéa 2, sont mis à la disposition des candidats au plus tard lors de la remise de l'acte d'acceptation.

Art. 5. § 1^{er}. Dans les septante-cinq jours à compter de la date des élections, les présidents des bureaux principaux des circonscriptions électorales établissent, à l'intention de la Commission de contrôle, chacun pour ce qui le concerne, un rapport en quatre exemplaires sur les dépenses de propagande électorale engagées par les candidats et par les partis politiques, ainsi que sur l'origine des fonds qu'ils y ont affectés.

Pour l'établissement de leur rapport, les présidents peuvent demander toutes les informations et tous les compléments d'information nécessaires.

Le rapport mentionne :

1° les partis et les candidats qui ont participé aux élections;

2° les dépenses électorales engagées par eux;

3° les infractions qu'ils ont commises à l'obligation de déclaration visée aux articles 3 et 4;

4° les infractions aux articles 2 et 5, § 1^{er}, de la loi du 19 mai 1994, qui ressortent des déclarations déposées par ces partis et candidats.

Les déclarations sont annexées au rapport.

Le rapport est établi sur des formulaires prévus à cet effet, fournis par le Gouvernement wallon et publiés au *Moniteur belge*.

§ 2. Deux exemplaires du rapport sont conservés par le président du bureau principal de la circonscription électorale; les deux autres sont destinés au président de la Commission de contrôle.

A partir du septante-cinquième jour suivant les élections, un exemplaire du rapport est déposé pendant quinze jours au greffe du tribunal de première instance, où il peut être consulté par les candidats et tous les électeurs inscrits, sur présentation de leur convocation au scrutin, lesquels peuvent, durant ce même délai, formuler par écrit leurs remarques à son sujet.

Les deux derniers exemplaires du rapport ainsi que les remarques formulées par les candidats et les électeurs inscrits sont ensuite transmis par le président du bureau principal de la circonscription électorale au président de la Commission de contrôle.

Art. 6. § 1^{er}. La Commission de contrôle statue, au plus tard nonante jours après la réception de tous les rapports visés à l'article 5, dans le respect des droits de la défense, sur l'exactitude et l'exhaustivité de chaque rapport.

Elle peut, à cette fin, demander toutes les informations complémentaires qui seraient nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

§ 2. Le rapport final de la Commission de contrôle mentionne :

1° par parti politique, le montant total des dépenses électorales engagées pour ce parti et, par circonscription électorale, le montant total des dépenses électorales engagées pour chaque liste, le total des dépenses pour tous les candidats de cette liste et pour chaque élu séparément;

2° toute infraction aux dispositions des articles 2 et 5 de la loi du 19 mai 1994.

§ 3. Le président du Conseil régional wallon transmet sans délai le rapport final de la Commission de contrôle aux services du *Moniteur belge*, qui le publie dans les trente jours de sa réception.

Art. 7. Un parti politique perd, pendant la période suivante, déterminée par la Commission de contrôle, et dont la durée ne peut être inférieure à deux mois ni supérieure à huit mois, le droit au financement complémentaire institué par le Conseil régional wallon, lorsque ces faits sont imputables au parti politique :

1° lorsque la déclaration prévue à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, n'est pas déposée;

2° en cas de dépassement du montant maximal visé à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 19 mai 1994;

3° en cas d'infraction aux interdictions prévues à l'article 5, § 1^{er}, 1° et 1°bis, de la loi du 19 mai 1994.

Art. 8. § 1^{er}. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 50 à 500 euros, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura omis de déclarer ses dépenses électorales et/ou l'origine des fonds dans le délai prévu par l'article 4.

§ 2. Toute infraction prévue au paragraphe 1^{er} est passible de poursuites soit à l'initiative du procureur du Roi, soit sur plainte de la Commission de contrôle ou de toute autre personne justifiant d'un intérêt.

§ 3. Le délai pour l'exercice du droit d'initiative du procureur du Roi et l'introduction des plaintes en ce qui concerne les infractions visées au paragraphe 1^{er} expire le deux centième jour suivant les élections.

Le procureur du Roi transmet à la Commission de contrôle une copie des plaintes qui n'émanent pas de cette dernière, dans les huit jours de leur réception. Le procureur du Roi avise la Commission de contrôle, dans le même délai, de sa décision d'engager des poursuites relatives aux faits visés au paragraphe 1^{er}.

Dans les trente jours de la réception de la copie des plaintes introduites ou de la décision d'engager des poursuites, la Commission de contrôle rend au procureur du Roi un avis motivé sur les plaintes et poursuites dont elle a été informée par le procureur du Roi conformément à l'alinéa précédent.

Le délai d'avis suspend les poursuites.

§ 4. Toute personne ayant introduit une plainte ou intenté une action qui s'avère non fondée et pour laquelle l'intention de nuire est établie sera punie d'une amende de 50 à 500 euros.

Chapitre III. — Contrôle des communications des membres du Gouvernement wallon".

Art. 6. Dans le même décret, l'article 3 devient l'article 9 et est inséré dans le chapitre III créé par le présent décret.

Art. 7. Dans le même décret, après l'article 9, insérer les mots : "Chapitre IV. — Dispositions finales".

L'article 4 du même décret devient l'article 10 et est inséré dans le chapitre IV.

Art. 8. Pour la Région wallonne, les articles 94^{ter} et 116, § 6, du Code électoral et les articles 6 et 8 de la loi du 19 mai 1994 ne sont plus applicables.

Pour la Région wallonne, à l'article 107, alinéa 8, du Code électoral, la référence à l'article 94^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 2, est remplacée par la référence à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 2, du décret du 25 avril 2002, relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications des membres du Gouvernement wallon.

Pour la Région wallonne, à l'article 119^{ter} du Code électoral, la référence à l'article 116, § 6, est remplacée par la référence à l'article 4 du décret du 25 avril 2002, relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications des membres du Gouvernement wallon.

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 mars 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—————
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 632 (2003-2004) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 3 mars 2004.

Discussion - Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1023

[2004/200753]

**11. MÄRZ 2004 — Dekret zur Einführung der Kontrolle
der für die Wahlen des Wallonischen Regionalrats eingesetzten Wahlausgaben (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Die Überschrift des Dekrets vom 25. April 2002 zur Einführung der Kontrolle der Mitteilungen der Mitglieder der Wallonischen Regierung wird wie folgt abgeändert:

"Dekret über die Kontrolle der für die Wahlen des Wallonischen Regionalrats eingesetzten Wahlausgaben sowie die Kontrolle der Mitteilungen der Mitglieder der Wallonischen Regierung."

Art. 2 - In dasselbe Dekret wird vor Artikel 1 der folgende Wortlaut eingefügt:

"Kapitel I — Allgemeine Bestimmungen".

Dieses Kapitel enthält die Artikel 1 und 2 desselben Dekrets.

Art. 3 - In Artikel 1 desselben Dekrets wird ein wie folgt abgefasstes 3^o und 4^o hinzugefügt:

"3^o das Gesetz vom 19. Mai 1994: Gesetz über die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben für die Wahlen des Rates der Wallonischen Region, des Flämischen Rates, des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt und des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

4° der Vorsitzende des Hauptwahlvorstandes des Wahlkreises: der gemäß Artikel 26^{quater} des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen für jeden Wahlkreis bestimmte Vorsitzende des Hauptwahlvorstandes."

Art. 4 - In Artikel 2 desselben Dekrets wird der Absatz 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Eine Kommission zur Kontrolle der Wahlausgaben und der Mitteilungen der Mitglieder der Wallonischen Regierung, hiernach "Kontrollkommission" genannt, wird eingesetzt."

Art. 5 - In dasselbe Dekret wird der folgende Wortlaut nach Artikel 2 eingefügt:

"Kapitel II - Kontrolle der Wahlausgaben für die Wahlen des Wallonischen Regionalrats

Art. 3 - Wenn die politischen Parteien einen Antrag auf eine Listennummer stellen, geben sie eine schriftliche Erklärung ab, in der sie sich dazu verpflichten:

1° die gesetzlichen Bestimmungen zur Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben einzuhalten;

2° innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Datum der Wahlen ihre Wahlausgaben und die Herkunft der eingesetzten Mittel beim Vorsitzenden des Hauptwahlvorstandes des Wahlkreises anzugeben;

3° zwei Jahre lang ab dem Datum der Wahlen die Belege über die Wahlausgaben und über die Herkunft der Mittel aufzubewahren.

Sofern die Spenden in der Herkunftserklärung aufgeführt werden, verpflichten sie sich ebenfalls dazu, der Kontrollkommission innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Datum der Wahlen die Identität der natürlichen Personen, die eine Spende von mindestens 125 Euro getätigt haben, mitzuteilen.

Die schriftliche Erklärung, die Erklärung über die Wahlausgaben und die Erklärung über die Herkunft der Mittel werden auf einem Sonderformular aufgestellt und durch den Antragsteller unterzeichnet.

Diese Formulare werden durch die Wallonische Regierung zur Verfügung gestellt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Formulare zur Erklärung der Wahlausgaben und der Herkunft der Mittel sowie die Formulare zur Mitteilung der in Absatz 2 erwähnten Spenden werden den politischen Parteien spätestens zum Zeitpunkt ihres Antrags auf eine Listennummer zur Verfügung gestellt.

Art. 4 - In der Akte zur Annahme ihrer Kandidatur verpflichten sich sowohl die ordentlichen Kandidaten als auch die Ersatzkandidaten dazu:

1° die gesetzlichen Bestimmungen zur Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben einzuhalten;

2° innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Datum der Wahlen ihre Wahlausgaben und die Herkunft der eingesetzten Mittel beim Vorsitzenden des Hauptwahlvorstandes des Wahlkreises anzugeben;

3° zwei Jahre lang ab dem Datum der Wahlen die Belege für die Wahlausgaben und über die Herkunft der Mittel aufzubewahren.

Sofern die Spenden in der Herkunftserklärung aufgeführt werden, verpflichten sie sich ebenfalls dazu, der Kontrollkommission innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach dem Datum der Wahlen die Identität der natürlichen Personen, die eine Spende von mindestens 125 Euro getätigt haben, mitzuteilen.

Die Annahmeakte, die Erklärung der Wahlausgaben und die Erklärung der Herkunft der Mittel werden auf einem Sonderformular erstellt und durch die Antragsteller unterzeichnet.

Diese Formulare werden durch die Wallonische Regierung zur Verfügung gestellt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Formulare mit den Erklärungen der Wahlausgaben und der Erklärung der Herkunft der Mittel sowie die Formulare zur Mitteilung der in Absatz 2 erwähnten Spenden werden den Kandidaten spätestens zum Zeitpunkt der Übergabe der Annahmeakte zur Verfügung gestellt.

Art. 5 - § 1. Innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab dem Datum der Wahlen stellen die Vorsitzenden der Hauptwahlvorstände der Wahlkreise jeder in seinem Bereich für die Kontrollkommission einen Bericht in vierfacher Ausfertigung aus über die durch die Kandidaten und die politischen Parteien getätigten Ausgaben der Wahlkampagne sowie über die Herkunft der zu diesem Zweck bestimmten Mittel.

Den Vorsitzenden steht es, zu alle Angaben und alle notwendigen zusätzlichen Angaben zur Erstellung ihres Berichts einzufordern.

Der Bericht enthält folgende Angaben:

1° die Parteien und die Kandidaten die an den Wahlen teilgenommen haben;

2° die durch sie getätigten Wahlausgaben;

3° die durch sie gegen die in Artikel 3 und 4 erwähnte Erklärungspflicht begangenen Verstöße;

4° die Verstöße gegen Artikel 2 und Artikel 5, § 1 des Gesetzes vom 19. Mai 1994, die aus den durch diese Parteien und Kandidaten vorgelegten Erklärungen hervorgehen.

Die Erklärungen werden dem Bericht beigefügt.

Der Bericht wird auf den dafür vorgesehenen, durch die Wallonische Regierung zur Verfügung gestellten und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Formularen abgefasst.

§ 2. Zwei Exemplare des Berichts werden durch den Vorsitzenden des Hauptwahlvorstandes des Wahlkreises aufbewahrt; die beiden anderen Exemplare sind für den Vorsitzenden der Kontrollkommission bestimmt.

Ab dem fünfundsiebzigsten Tag nach den Wahlen wird ein Exemplar fünfzehn Tage lang bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz hinterlegt, wo es durch die Kandidaten und alle eingetragenen Wahlberechtigten gegen Vorlage ihrer Wahlauforderung eingesehen werden kann und in diesem Zeitraum können sie schriftlich ihre diesbezüglichen Bemerkungen abgeben.

Die beiden letzten Exemplare des Berichts sowie die durch die Kandidaten und die eingetragenen Wahlberechtigten abgegebenen Bemerkungen werden anschließend durch den Vorsitzenden des Hauptwahlvorstandes des Wahlkreises dem Vorsitzenden der Kontrollkommission übermittelt.

Art. 6 - § 1. Die Kontrollkommission trifft spätestens neunzig Tage nach Empfang aller in Artikel 5 erwähnten Berichte und unter Berücksichtigung des Rechts der Verteidigung eine Entscheidung über die Genauigkeit und die Vollständigkeit jedes Berichts.

Zu diesem Zweck kann sie alle zusätzlichen Informationen einfordern, die sich zur Durchführung ihrer Aufgaben als notwendig erweisen könnten.

§ 2. Der Schlussbericht der Kontrollkommission enthält:

1° für jede Partei den Gesamtbetrag der für diese Partei getätigten Wahlausgaben und für jeden Wahlkreis den Gesamtbetrag der für jede Liste getätigten Wahlausgaben, die Summe der Ausgaben für alle Kandidaten dieser Liste und für jeden gewählten Kandidaten einzeln;

2° jeglichen Verstoß gegen die Bestimmungen der Artikel 2 und 5 des Gesetzes vom 19. Mai 1994.

§ 3. Der Vorsitzende des Wallonischen Regionalrats übermittelt den Schlussbericht der Kontrollkommission unverzüglich an die Dienststellen des *Belgischen Staatsblattes*, die diesen innerhalb dreißig Tagen nach Empfang veröffentlichen.

Art. 7 - Eine politische Partei verliert während des folgenden, durch die Kontrollkommission bestimmten Zeitraums, der nicht unter zwei Monaten und nicht über acht Monaten liegen darf, das Recht auf die durch den Wallonischen Regionalrat eingeführte Zusatzfinanzierung, wenn nachstehende Sachverhalte der politischen Partei zuzuschreiben sind:

1° wenn die in Artikel 3, Absatz 1, 2° erwähnte Erklärung nicht eingereicht wurde;

2° bei Überschreiten des in Artikel 2, § 1, des Gesetzes vom 19. Mai 1994 erwähnten Höchstbetrags;

3° bei Verstoß gegen die in Artikel 5, § 1, 1° und 1° bis des Gesetzes vom 19. Mai 1994 erwähnten Verbote.

Art. 8 - § 1. Jeder, der es versäumt, seine Wahlausgaben und/oder die Herkunft der Mittel innerhalb des in Artikel 4 erwähnten Zeitraums anzugeben, wird mit einer achttägigen bis einmonatigen Gefängnisstrafe und mit einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

§ 2. Jeder in Paragraph 1 erwähnte Verstoß kann geahndet werden, entweder auf Veranlassung des Prokurators des Königs oder bei Beschwerde der Kontrollkommission oder jeder anderen Person, die ein Interesse bekundet.

§ 3. Die Frist für den Prokurator des Königs, sein Initiativrecht zu nutzen und die Beschwerden bezüglich der in Paragraph 1 erwähnten Verstöße einzureichen, läuft am zweihundertsten Tag nach den Wahlen ab.

Der Prokurator des Königs übermittelt der Kontrollkommission innerhalb von acht Tagen nach Empfang eine Abschrift der Beschwerden, die nicht von ihr ausgehen. Innerhalb derselben Frist unterrichtet der Prokurator des Königs die Kontrollkommission über seine Entscheidung, ein Strafverfahren einzuleiten bezüglich der in Paragraph 1 erwähnten Sachbestände.

Innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang der Abschrift der eingereichten Beschwerden oder der Entscheidung, ein Strafverfahren einzuleiten, gibt die Kontrollkommission dem Prokurator des Königs ein begründetes Gutachten ab über die Beschwerden und die Strafverfahren, über die sie gemäß des vorherigen Absatzes durch den Prokurator des Königs in Kenntnis gesetzt worden ist.

Die Frist für das Gutachten setzt das Verfahren aus.

§ 4. Jede Person, die eine Beschwerde oder eine Klage eingereicht hat, die sich als unbegründet erweist und für die eine Schädigungsabsicht nachgewiesen werden kann, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 500 Euro belegt.

Kapitel III — Kontrolle der Mitteilungen der Mitglieder der Wallonischen Regierung“.

Art. 6 - In demselben Dekret wird Artikel 3 zu Artikel 9 und wird in das durch das vorliegende Dekret eingesetzte Kapitel III eingefügt.

Art. 7 - In dasselbe Dekret wird nach Artikel 9 der folgende Wortlaut eingefügt: "Kapitel IV - Schlussbestimmungen".

Artikel 4 desselben Dekrets wird zu Artikel 10 und wird in Kapitel IV eingefügt.

Art. 8 - Die Artikel 94ter und 116, § 6 des Wahlgesetzbuches und die Artikel 6 und 8 des Gesetzes vom 19. Mai 1994 finden auf die Wallonische Region keine Anwendung mehr.

Für die Wallonische Region wird in Artikel 107, Absatz 8 des Wahlgesetzbuches der Verweis auf Artikel 94ter, § 1, Absatz 1 und § 2, Absatz 2 durch den Verweis auf Artikel 5, § 1, Absatz 1 und § 2, Absatz 2 des Dekrets vom 25. April 2002 über die Kontrolle der für die Wahlen des Wallonischen Regionalrats eingesetzten Wahlausgaben sowie die Kontrolle der Mitteilungen der Mitglieder der Wallonischen Regierung ersetzt.

Für die Wallonische Region wird in Artikel 119ter des Wahlgesetzbuches der Verweis auf Artikel 116, § 6 durch den Verweis auf Artikel 4 des Dekrets vom 25. April 2002 über die Kontrolle der für die Wahlen des Wallonischen Regionalrats eingesetzten Wahlausgaben sowie die Kontrolle der Mitteilungen der Mitglieder der Wallonischen Regierung ersetzt.

Art. 9 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. März 2004

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,

Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,

Ph. COURARD

—
Note

(1) *Sitzung 2003-2004.*

Dokumente des Rats 632 (2003-2004), Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll - öffentliche Sitzung vom 3. März 2004.

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1023

[2004/200753]

11 MAART 2004. — Decreet tot instelling van de controle van de verkiezingsuitgaven aangegaan voor de verkiezingen van de Waalse Gewestraad (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 25 april 2002 tot instelling van de controle op de communicaties van de leden van de Waalse Regering wordt gewijzigd als volgt :

“Decreet betreffende de controle van de verkiezingsuitgaven aangegaan voor de verkiezingen van de Waalse Gewestraad, evenals de controle van de communicaties van de leden van de Waalse Regering.”

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt vóór artikel 1 volgende tekst ingevoegd :

“Hoofdstuk I. — Algemeen”.

Dat hoofdstuk bestaat uit de artikelen 1 en 2 van hetzelfde decreet.

Art. 3. In artikel 1 van hetzelfde decreet wordt er een 3^o en een 4^o toegevoegd luidend als volgt :

3^o de wet van 19 mei 1994 : de wet betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Vlaamse Raad, de Waalse Gewestraad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap;

4^o de voorzitter van het hoofdbureau van de kiesomschrijving : de voorzitter van het hoofdbureau voor elke kiesomschrijving, zoals bedoeld bij artikel 26^{quater} van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.”

Art. 4. In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen door volgende tekst :

“Er wordt een commissie voor de controle van de verkiezingsuitgaven en de communicaties van de leden van de Waalse Regering, hierna controlecommissie genaamd, opgericht.”

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt na artikel 2 volgende tekst ingevoegd :

“Hoofdstuk II. — Controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de Waalse Gewestraad

Art. 3. Bij het aanvragen van een lijstnummer dienen de politieke partijen een schriftelijke verklaring in waarbij ze zich ertoe verbinden :

1^o de wetbepalingen met betrekking tot de beperking van en de controle van de verkiezingsuitgaven na te leven;

2^o binnen de vijfenveertig dagen volgend op de datum van de verkiezingen, hun verkiezingsuitgaven en de herkomst van de daartoe aangewende geldmiddelen bij de voorzitter van het hoofdkantoor van de kiesomschrijving aan te geven;

3^o tijdens twee jaar te rekenen van de datum van de verkiezingen, de verantwoordende documenten met betrekking tot de verkiezingsuitgaven en de herkomst van de geldmiddelen te bewaren.

Voorzover de giften vermeld zijn in de verklaring over de oorsprong van de fondsen, verbinden ze zich er daarnaast toe de identiteit van de natuurlijke personen die giften hebben gedaan van 125 euro en meer mede te delen aan de controlecommissie binnen de vijfenveertig dagen volgend op de datum van de verkiezingen.

De schriftelijke verklaring, de aangifte van de verkiezingsuitgaven en de verklaring over de oorsprong van de fondsen worden opgesteld op daartoe voorziene formulieren en worden door de aanvragers ondertekend.

Die formulieren worden verstrekt door de Waalse Regering en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De formulieren voor de aangifte van de verkiezingsuitgaven en de verklaring over de aangifte van de geldmiddelen, evenals het formulier voor de mededeling van giften, bedoeld in het tweede lid, worden ter beschikking van de partijen gesteld uiterlijk op het tijdstip waarop ze een lijstnummer aanvragen.

Art. 4. In hun akte van bewilliging van de kandidaatstelling verbinden zich de kandidaat-titularissen en hun plaatsvervangers zich ertoe :

1^o de wetbepalingen betreffende de beperking en de controle over de verkiezingsuitgaven na te leven;

2^o hun verkiezingsuitgaven en de herkomst van de daartoe aangewende geldmiddelen binnen de vijfenveertig dagen volgend op de datum van de verkiezingen aan te geven bij de voorzitter van het hoofdbureau van de kiesomschrijving;

3^o de verantwoordende documenten betreffende verkiezingsuitgaven en de herkomst van de geldmiddelen gedurende twee jaar te rekenen van de datum van de verkiezingen te bewaren.

Voorzover de giften vermeld zijn in hun verklaring over de herkomst van de geldmiddelen, verbinden ze er zich daarnaast toe om de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, aan de controlecommissie mede te delen binnen de vijfenveertig dagen volgend op de verkiezingen.

De akte van bewilliging, de aangifte van de uitgaven en de verklaring over de herkomst van de geldmiddelen worden vastgesteld op daartoe voorziene formulieren en worden door de aanvragers ondertekend.

Die formulieren worden door de Waalse Regering verstrekt en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De formulieren voor de aangiften van de verkiezingsuitgaven en de verklaring over de herkomst van de geldmiddelen, evenals het formulier voor de mededeling van de giften, bedoeld in het tweede lid, worden ter beschikking gesteld van de kandidaten bij het overhandigen van de akte van bewilliging.

Art. 5. § 1. Binnen de vijfenzeventig dagen te rekenen van de datum van de verkiezingen stellen de voorzitters van de hoofdbureaus van de kiesomschrijvingen ten behoeve van de controlecommissie, elk voor wat hem betreft, een verslag in vier exemplaren op over de uitgaven voor de verkiezingspropaganda aangegaan door de kandidaten en de politieke partijen, evenals over de herkomst van de daartoe aangewende geldmiddelen.

Voor het opstellen van hun verslag kunnen de voorzitters alle inlichtingen en alle noodzakelijke aanvullende inlichtingen opvragen.

In het verslag wordt melding gemaakt van :

1° de partijen en de kandidaten die aan de verkiezingen deelgenomen hebben;

2° de verkiezingsuitgaven die door hen zijn aangegaan;

3° de overtredingen die zij begaan hebben van de verplichting tot aangifte en verklaring bedoeld in de artikelen 3 en 4;

4° de overtredingen van de artikelen 2 en 5, § 1, van de wet van 19 mei 1994, die blijken uit de aangiften en verklaringen van die partijen en kandidaten.

De aangiften en verklaringen worden bij het verslag gevoegd.

Het verslag wordt opgesteld aan de hand van daartoe voorziene formulieren die verstrekt worden door de Waalse Regering en in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

§ 2. Twee exemplaren van het verslag worden bewaard door de voorzitter van het hoofdbureau van de kiesomschrijving; de twee andere zijn bestemd voor de voorzitter van de controlecommissie.

Te rekenen van de vijfenzeventigste dag volgend op de verkiezingen wordt er een exemplaar van het dossier voor vijftien dagen neergelegd bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg waar zij ter inzage liggen voor de kandidaten en alle kiesgerechtigden na voorlegging van hun oproepingsbrief, waarbij zij gedurende diezelfde termijn schriftelijk hun opmerkingen terzake kunnen uitbrengen.

De twee laatste exemplaren van het verslag, evenals de opmerkingen die door de kandidaten en de kiesgerechtigden uitgebracht worden, worden vervolgens door de voorzitter van het hoofdbureau van de kiesomschrijving aan de voorzitter van de controlecommissie overgemaakt.

Art. 6. § 1. De controlecommissie beslist uiterlijk negentig dagen na de ontvangst van alle verslagen bedoeld in artikel 5, met inachtneming van de rechten van de verdediging, over de juistheid en de volledigheid van elk verslag.

Daartoe kan zij alle aanvullende inlichtingen opvragen die noodzakelijk zouden zijn voor de vervulling van haar taak.

§ 2. In het eindverslag van de commissie wordt melding gemaakt van :

1° per politieke partij, het totaalbedrag van de verkiezingsuitgaven die voor die partij zijn aangegaan per kiesomschrijving, het totaalbedrag van de verkiezingsuitgaven die voor elke lijst zijn aangegaan, het totaal van de uitgaven voor alle kandidaten van die lijst en voor elke verkozenen afzonderlijk;

2° elke overtreding van de bepalingen van de artikelen 2 en 5 van de wet van 19 mei 1994.

§ 3. De voorzitter van de Waalse Gewestraad maakt onverwijld het eindverslag van de controlecommissie aan de diensten van het *Belgisch Staatsblad* over, waarna het binnen de dertig dagen na ontvangst ervan wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Tijdens de daaropvolgende periode die door de controlecommissie wordt bepaald en waarvan de duur niet minder mag bedragen dan twee maanden noch meer dan acht maanden, verliest een politieke partij het recht op aanvullende financiering ingesteld door de Waalse Gewestraad indien die feiten de politieke partij toegerekend kunnen worden :

1° indien de aangifte bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, niet is ingediend;

2° bij overschrijding van het maximumbedrag bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet van 19 mei 1994;

3° bij overtreding van de verbodsbepalingen bedoeld in artikel 5, § 1, 1° en 1°bis van de wet van 19 mei 1994.

Art. 8. § 1. Bestraft wordt met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van 50 tot 500 euro of met één enkele van die straffen, degene die nagelaten heeft om zijn verkiezingsuitgaven en/of de herkomst van de geldmiddelen aan te geven binnen de termijn bepaald bij artikel 4.

§ 2. Elke overtreding omschreven in paragraaf 1 kan worden vervolgd, hetzij op initiatief van de procureur des Konings, hetzij op grond van een klacht ingediend door de controlecommissie of door een persoon die van enig belang doet blijken.

§ 3. De termijn voor de uitoefening van het initiatiefrecht van de procureur des Konings en voor de indiening van klachten met betrekking tot de in paragraaf 1 omschreven overtredingen, verstrijkt de tweehonderdste dag na de verkiezingen.

Van de niet door de controlecommissie ingediende klachten zendt de procureur des Konings, binnen acht dagen na ontvangst ervan, een afschrift aan de controlecommissie. Binnen dezelfde termijn geeft de procureur des Konings de controlecommissie kennis van zijn beslissing vervolging in te stellen met betrekking tot de in paragraaf 1 bedoelde feiten.

Binnen dertig dagen na ontvangst van het afschrift van de ingediende klachten of de beslissing tot vervolging brengt de controlecommissie aan de procureur des Konings een met redenen omkleed advies uit over de klachten en vervolgingen waarvan ze, overeenkomstig het vorige lid, door de procureur des Konings in kennis is gesteld.

De adviestermijn schorst de vervolgingen.

§ 4. Een ieder die een klacht heeft ingediend of een vordering heeft ingesteld die ongegrond blijken en waarvan vaststaat dat ze zijn ingediend of ingesteld met het oogmerk om te schaden, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 500 euro.

Hoofdstuk III. — Controle op de communicaties van de leden van de Waalse Regering".

Art. 6. In hetzelfde decreet wordt artikel 3, artikel 9 en het wordt ingevoegd in hoofdstuk III ingesteld bij dit decreet.

Art. 7. In hetzelfde decreet, na artikel 9, de woorden invoegen : "Hoofdstuk IV. — Slotbepalingen".

Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt artikel 10 en wordt ingevoegd in hoofdstuk IV.

Art. 8. Voor het Waalse Gewest gelden de artikelen 94ter en 116, § 6, van het Kieswetboek en de artikelen 6 en 8 van de wet van 19 mei 1994 niet meer.

Voor het Waalse Gewest wordt in artikel 107, achtste lid, van het Kieswetboek de verwijzing naar artikel 94ter, § 1, eerste lid, en § 2, tweede lid, vervangen door de verwijzing naar artikel 5, § 1, eerste lid, en § 2, tweede lid, van het decreet van 25 april 2002 betreffende de controle over de verkiezingsuitgaven aangegaan voor de verkiezingen van de Waalse Gewestraad, evenals de controle op de communicaties van de leden van de Waalse Regering.

Voor het Waalse Gewest wordt in artikel 119ter van het Kieswetboek de verwijzing naar artikel 116, § 6, vervangen door de verwijzing naar artikel 4 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de controle over de verkiezingsuitgaven aangegaan voor de verkiezingen van de Waalse Gewestraad, evenals de controle op de communicaties van de leden van de Waalse Regering.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.
Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*
Stukken van de Raad 632 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 4.
Volledig verslag, openbare vergadering van 3 maart 2004.
Bespreking - Stemming.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1024

[2004/200757]

**4 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité;

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment le chapitre X, tel que modifié par le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 janvier 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'avis de la C.W.A.P.E., donné le 6 février 2004;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de publier le présent arrêté avant la fin du premier trimestre étant donné que la modification des quotas vaut à partir du 1^{er} janvier et que les quotas sont réclamés trimestriellement;

Vu l'avis 36.566/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 février 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé des Transports, de la Mobilité et de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2, de l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte, l'alinéa suivant est ajouté in fine :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les contrôles périodiques des sites de production dont la puissance nette développable est inférieure ou égale à 20 kW, doivent être exercés au minimum une fois tous les cinq ans. »

Art. 2. A l'article 21 du même arrêté, le paragraphe 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. A partir du 1^{er} janvier 2004, lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs alimentent un client final répondant aux conditions visées au point 1 et 2, ils peuvent bénéficier d'une réduction du nombre de certificats verts à remettre à la C.W.A.P.E. conformément aux dispositions des paragraphes 1^{er} à 3 :

1. le client final a signé, directement ou par le biais d'une fédération, une convention avec la Région wallonne visant à améliorer son efficacité énergétique à court, moyen et long terme;

2. au cours du trimestre considéré, la consommation du client final est supérieure à 5 GWh, par siège d'exploitation correspondant à une unité technique ou industrielle dont l'étendue géographique ne peut dépasser les limites d'une province.